

Contribution de la section SNCS de Sorbonne Université

Le 17 Novembre la LPPR aura été votée à 19.43 à l'Assemblée Nationale: pour 188, contre 83. L'avenir va clairement changer ... destruction de la recherche publique (et par la même occasion de nombreux domaines de recherche), précarisation des chercheur.se.s, destruction de nos statuts, suppression de la liberté d'opinion (peines de trois ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amendes), diminution des postes et crédits récurrents au profit au profit des chaires juniors et de l'ANR, destruction du CNU, pleins pouvoirs aux présidences d'Université, ... Les négociations que notre syndicat aura menées au ministère autour du protocole confortant cette loi de destruction de la recherche publique et de nos statuts (en échange d'un plat de lentilles indemnitaires et de promotions DRCE ...), et le vote de la CA validant ce protocole d'accord sur les rémunérations, sont de puissants répulsifs qui vont ternir en profondeur et durablement l'image de notre syndicat, et cela d'autant plus que cette posture d'accompagnement de la LPPR par le soutien à ce protocole aura été largement diffusée dans la presse nationale (Le Monde, Libération, etc ...). Pour ne pas désespérer la base militante, et ne pas insulter l'avenir, le Congrès doit être le moment de dire publiquement:

”Nous nous sommes trompés, nous avons mal agi”.

Le 15 octobre 2020, des collègues ont fait parvenir un texte à la CA du SNCS. Nous nous permettons de le reproduire (en ne mettant pas les signatures des collègues signataires car nous ne savons pas si ils désirent voir leurs signatures figurer sur un site). En effet ce texte correspond mot pour mot à notre ressenti, à ce que nous aurions pu écrire si nous avions eu leur talent d'écriture:

Message du petit peuple du syndicat à la CA

Camarades, nous avons appris par votre message du 8 octobre (et sur les réseaux sociaux, où généralement le SNCS est si peu actif) que la CA du SNCS avait donc choisi de valider le protocole d'accord sur les rémunérations. Nous, petit peuple du syndicat à qui l'on ne demande jamais son avis, sommes indigné.es de ce choix et souhaitons le faire savoir. Sur la forme d'abord. Depuis novembre 2019, depuis le mouvement social contre la réforme des retraites, depuis le mouvement contre la LPR, n'avons jamais été convié.es à donner notre avis. Nous n'avons jamais été invité.es à participer à une quelconque réunion syndicale pour échanger sur ces thèmes. Pensez-vous sincèrement que les quelques envois de textes d'une page suffisent à parler de démocratie syndicale ? Pensez-vous que nous sommes justes bon.nes à payer nos cotisations et à boire la parole des instances sans dialogue et débat. Est-il encore possible au SNCS d'imaginer que le syndicalisme ne se résume pas à des mandats, mais aussi à des activités de réflexion, de militantisme quotidien, et de débats internes ? Sur le fond. Après l'expérience du CNESER (pour laquelle on peine à comprendre le manque d'organisation intersyndicale), nous savions que ce gouvernement ferait tout pour utiliser cet accord pour justifier l'adhésion de “la communauté scientifique” à cette LPR à laquelle nous nous opposons. Prétendre l'inverse serait au mieux d'une confondante naïveté. Nous savions qu'il n'y avait aucune raison de se voir imposer ce calendrier avant le vote de la LPR. Nous ne nions pas le rôle important du SNCS qui a permis des avancées sur ce texte (sur la PEDR, sur l'égalité femmes-hommes, etc.). Mais nous savons toutes et tous que ces avancées sont payées par la réduction des cotisations sur le salaire socialisé (c'est-à-dire notre salaire) et par la prochaine réduction de nos retraites. Ces avancées ne font que récupérer, et encore, ce que nous avons perdu depuis des années avec le gel du point d'indice. Nous

savons aussi que certaines catégories de personnel sont laissées pour compte de l'accord (notamment les technicien.nes). Plus encore, quel signal envoyons-nous aux précaires pour qui nous n'avons rien obtenu ? L'augmentation importante des postes statutaires était notre combat central ces derniers mois. Et là nous disons que c'est secondaire par rapport à nos salaires. Pire, nous disons aux collègues précaires que l'on échange les tenure-tracks contre l'augmentation de nos salaires. Nos labos se vident, les jeunes docteur.es connaissent une précarité inadmissible et nous n'en faisons pas notre priorité. Alors oui, nous ne serons pas dans les comités de suivi, et c'est peut-être regrettable. Mais qu'espérez-vous négocier dans ces comités ? Sincèrement. Combien de fois faut-il que ce gouvernement nous marche dessus pour comprendre ? Nous n'avons pas pu prendre le temps d'associer d'autres adhérent.es à notre démarche : il est trop urgent de vous dire que nous sommes indigné.es par votre position. Nous ne l'assumons pas. Nous sommes allé.es à la manifestation du 13 octobre honteux et honteuses. Nous avons dû répondre de votre décision devant les collègues titulaires et précaires alors même que nous la réprouvons. Heureusement, la FSU nous sauve dans ce combat. Mais nous ne nous taisons pas, nous disons que notre syndicat a changé. Que cette décision n'est pas la nôtre. Que nous ne sommes jamais sollicité.es pour donner un avis. Que nous sommes opposé.es à la nouvelle orientation de la direction du SNCS. Que nous ne vous rencontrons jamais, pas même dans les manifestations, où le SNCS est particulièrement absent. Pas même à Facs et labos en lutte, ou si peu, alors que sans cette structure la contestation de la LPR n'aurait pas rencontré un tel succès. Nous sommes sincèrement tristes et amères de voir que notre syndicat s'éloigne du syndicalisme de combat qu'il a connu, alors que les attaques gouvernementales sur les conditions de la recherche publique sont de plus en plus directes. On peut toujours penser que notre combat principal est de jouer dans la cour du SGEN, mais dans le jeu de la copie et de l'original, nous avons tout à y perdre : notre vision de la recherche publique et nos adhérent.es. Il reste une dernière question. Que veut encore dire la tendance "ensemble" dont vous vous revendiquez ? Pour être ensemble, il faut dialoguer, échanger, débattre. Nous ne nous reconnaissons plus dans votre "ensemble", qui n'existe que dans les grandes déclarations au moment du Congrès.

A chaque fois que vous prendrez ce genre de décision, désormais, nous la combattrons.

N'ayant pas les talents littéraires de nos collègues humanistes, nous nous contenterons de citer B. Brecht:

Nos défaites, voyez-vous,
 Ne prouvent rien, sinon
 Que nous sommes trop peu nombreux
 A lutter contre l'infamie,
 Et nous attendons de ceux qui regardent
 Qu'ils éprouvent au moins quelque honte.

B. Brecht, Poèmes